

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 10 janvier 2024

DATE DE PUBLICATION : 18 janvier 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept janvier, à vingt heures trente les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle polyvalente de la Maison des Associations, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD - Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK - M. MALGHI - Mme BRANDON - Mme RASAMOELY - M. BARAY – Mme SOW – Mme BAYRAM - Mme CAYOUX - M. JOLIVET – M. LALOT - M. RENOUF – Mme TORRES – M. TOUANE – Mme LAMA - M. GUEDJ – Mme DURAND - Mme LOISEAU – M. BALABAN

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- Mme PASCAUD à M. DEMAUMONT
- M. KHALID à M. RAMBAUD
- M. BA à Mme TORRES
- Mme MANAÏ-AHMADI à M. ÖZTÜRK
- M. TAVARES à M. RENOUF
- M. CHRISTODOULOU à Mme LAMA
- M. FAURE à Mme DURAND
- Mme PERIERS à M. GUEDJ

ABSENTS

- Mme HENRY
- M. OREN

EXCUSÉS

- Mme PRIEUX

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme TORRES

OBJET :
**Création d'un emploi permanent et autorisation de recrutement
de contractuel**

CHALETTE SUR LOING Conseil Municipal du 17 janvier 2024

OBJET : Création d'un emploi permanent et autorisation de recrutement de contractuel

Directrice de secteur : Laurence SURIEU

Service : Direction des Ressources Humaines

Affaire suivie par : Ilda DE FERRAN

Mme Heugues : aux termes de l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Ainsi, il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Dans le cadre du développement des actions en faveur de la parentalité, la Ville de Chalette sur Loing souhaite créer un emploi permanent d'animateur principal 2^{ème} classe à temps complet pour exercer les fonctions de responsable de service enfance-famille à compter du 1^{er} février 2024.

Cet emploi pourra être pourvu par un fonctionnaire de catégorie B de la filière animation du cadre d'emplois d'animateur au grade d'animateur principal 2^{ème} classe.

Au regard de la spécificité de l'emploi, de l'expertise et des compétences attendues et si le recrutement d'un fonctionnaire s'avère infructueux, l'emploi pourra être occupé par un agent contractuel relevant de la catégorie B conformément à l'article L.332-8 2° du Code général de la fonction publique qui permet aux collectivités territoriales et aux établissements publics locaux lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le Code général de la fonction publique, de recruter un contractuel sur tout emploi permanent.

L'agent contractuel sera alors recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de 3 ans et au maximum pour une durée initiale de 3 ans.

Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Ce contrat sera renouvelable par reconduction expresse en respectant la procédure de recrutement mentionnée ci-dessus. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.

Sa rémunération sera calculée par référence à l'échelle indiciaire du grade d'animateur principal 2^{ème} classe du cadre d'emplois des animateurs.

La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent contractuel ainsi que son expérience.

Au regard de ces éléments il est donc proposé au conseil municipal de créer un emploi permanent à temps complet de catégorie B de la filière animation, du cadre d'emplois des animateurs au grade d'animateur principal 2^{ème} classe pour exercer les fonctions de responsable du service enfance famille à compter du 1^{er} février 2024 et, dans l'hypothèse du recrutement infructueux d'un fonctionnaire et en raison des besoins du service ou de la nature des fonctions d'autoriser Monsieur le Maire à recruter éventuellement un contractuel sur le fondement de l'article L.332-8 2° du Code général de la fonction publique.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2

Vu le Code général de la fonction publique, notamment les articles L.2, L.7 et L.332-8 2°,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-21450688-20240123-DEL_2024_0107-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/01/2024

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération relative au régime indemnitaire,

Vu le tableau des effectifs,

Considérant le besoin de la Ville de Chalette sur Loing,

Entendu les explications du rapporteur,

Après en avoir délibéré,

Article 1 : AUTORISE la création d'un emploi permanent d'animateur principal 2^{ème} classe à temps complet de catégorie B de la filière animation du cadre d'emplois des animateurs au grade d'animateur principal 2^{ème} classe pour exercer les fonctions responsable du service enfance famille.

Article 2 : MODIFIE, en conséquence, le tableau des effectifs.

Article 3 : AUTORISE, dans l'hypothèse du recrutement infructueux d'un fonctionnaire et en raison des besoins du service ou de la nature des fonctions, Monsieur le Maire à recruter un agent contractuel sur le fondement de l'article L.332-8 2° du Code général de la fonction publique et à signer le contrat afférent.

Article 4 : PRECISE que ce contrat sera d'une durée initiale de 3 ans renouvelable expressément, dans la limite de 3 ans.

Article 5 : DIT que la rémunération sera fixée en référence à l'échelle indiciaire du grade d'animateur principal 2^{ème} classe du cadre d'emplois des animateurs

Article 6 : DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal

Article 7 : Monsieur le Maire est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	30	
Votes pour	30	
Votes contre	0	
Abstentions	0	

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*

Pour extrait certifié, conforme,



Le Maire,

Franck DEMAUMONT.